L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 3 AOUT 1887

PETITES ANNONCES.

A VENDRE.

A VENDRE—Pour cause de retraite des affaires du propriétaire, une boulangerie à la Baie St-Louis, Miss., établie depuis trente-cinq ans et faisant de bonnes affaires. Pour renseignements, s'adresser à Mme D. Magnon, Baie St-Louis. 28 juillet—3f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Catherine Waters.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 17,078—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en ont) pour lesquelles le compte présenté par M. J. Barrett, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
2 août—2 6 10 Greffier.

Succession de Henry Louis Bordes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 20,239—Division A. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, s'ils en ont, pour lesquelles le compte présenté par Mme Veuve Louis Bordes, administratrice de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
29 juil—29—3 7 avril

Succession de Francis M. Fisk.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No. 21,759—Division D. Attendu que Charles K. Fisk a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis M. Fisk, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
23 juil—23.27.31.

Succession de Paolo Corvaja.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21,741—Division C.—Attendu que John O. B. Rose a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Paolo Corvaja, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
23 juil—23.27.31.

Succession de Mme Josephine Andrews.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21,742—Division B. Attendu que Charles E. Fick a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Josephine Andrews, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
23 juil—23.27.31.

Succession de Romain Buisnière.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 20,813—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par M. J. Barrett, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
31 juil—31—aout 5,9

Succession de Anna Maria Martin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 18,666—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire présenté par Peter Ostheimer, exécuteur testamentaire dalf, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour. W. J. McGEEHAN,
28 juil—28—2 7 août Greffier.

Succession de Boyd Robinson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,749—Division C.—Attendu que Mme Jane Robinson, veuve de Boyd Robinson, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Boyd Robinson, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23juil—23.27.31. Greffier.

Succession de M. Mertens, veuve de Peter Jensen.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21,745—Division —Attendu que Gabriel Villere, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Meta Mertens, veuve de Peter Jensen, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23 juil—23.27.31. Greffier.

Succession de Paolo Corvaja.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 21,741—Division C.—Attendu que John O. B. Rose a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Paolo Corvaja, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
31 juil—31—aout 5,9

Succession de Anna Maria Martin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 18,666—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire présenté par Peter Ostheimer, exécuteur testamentaire dalf, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour. W. J. McGEEHAN,
28 juil—28—2 7 août Greffier.

Succession de Boyd Robinson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,749—Division C.—Attendu que Mme Jane Robinson, veuve de Boyd Robinson, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Boyd Robinson, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23juil—23.27.31. Greffier.

Succession de M. Mertens, veuve de Peter Jensen.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21,745—Division —Attendu que Gabriel Villere, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Meta Mertens, veuve de Peter Jensen, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23 juil—23.27.31. Greffier.

OFFICIEL.

Exposé du Fonds des dépenses judiciaires de la Paroisse d'Orléans pendant l'année expirant le 31 décembre 1886.

DÉPARTEMENT DE L'EXECUTIF, } Etat de la Louisiane.

CONFORMÉMENT aux dispositions de la loi No 130 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane approuvée le 10 avril 1880, nous, SAMUEL D'GLAS McENERY, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, et Oscar Arroyo, Secrétaire d'Etat, avons examiné et comparé les timbres judiciaires qui sont mêlés saires et reçus par la loi pour la mise à exécution des dispositions de l'Acte précité, qui sont émis sous l'autorité de l'Article 142 de la Constitution de l'Etat et qui sont actuellement entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, de l'Agent Fiscal et du Trésorier d'Etat, ainsi que le montant des timbres vendus, le produit de la vente de la manière dont il en a été disposé pour le compte des fonds de dépenses judiciaires de l'Etat, nous sommes arrivés au résultat suivant, établi dans les livres de l'Agent Fiscal, de l'Auditeur des Comptes Publics et du Trésorier de l'Etat, et que nous certifions correct :

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, conformément à l'exposé présenté le 5 janvier 1886, dans cette année.....$ 190,000 00

Montant des timbres judiciaires reçu de James Buckley, l'adjudicataire de la fabrication des dits timbres, par l'entremise du gouverneur et du Secrétaire d'Etat, selon le procès-verbal de livraison en date du 11 novembre 1885, enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat, cent quatre vingt dix mille piastres.....190,000 00

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes publics, pendant l'année 1886, deux cent quatre-vingt dix mille piastres.....290,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par l'Agent Fiscal, pendant l'année se terminant le 31 décembre 1886, deux cent quatre vingt-dix mille piastres.....290,000 00

Ne laissant aucun timbre judiciaire entre les mains de l'Auditeur des Comptes publics, le 31 décembre 1886.

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal, le 31 décembre 1885, conformément à l'exposé précédent du 5 janvier 1886, deux cent soixante treize mille cinq cent soixante dix-neuf piastres, 37cts.. 273,579 37

Montant des timbres judiciaires retirés par l'Agent Fiscal des mains de l'Auditeur des Comptes Publics, pendant l'année se terminant le 31 décembre, 1886, deux cent soixante treize mille cinq cent soixante dix-neuf piastres.....273,579 37

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal, le 31 décembre 1886, quatre cent soixante huit mille six cent vingt-neuf piastres, 75 cts.....468,629 75

Montant des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier d'Etat, le 31 décembre 1885, selon l'exposé du 5 janvier 1886, dix mille six cent six piastres, 87 cts.....10,606 87

Et nous certifions en outre que, après examen des livres de l'Auditeur des Comptes Publics, celui ci a émis des warrants contre le dit Fonds de Dépenses Judiciaires, pendant l'année finissant le 31 décembre 1886, en paiement des mandats suivants et pour les objets ci-après établis savoir :

A James Buckley, l'adjudicataire chargé de la fabrication des timbres judiciaires, par lui livrés le 11 novembre 1886, sept cent cinquante piastres.....750 00

En paiement de fournitures de bureau livrées aux divers fonctionnaires de la paroisse d'Orléans qui y avaient droit, en vertu de la loi 132 de 1880, deux mille cinq cent cinquante-cinq piastres, 13 cts.....2,555 13

Pour le paiement des appointements dûs aux divers officiers et employés de la Paroisse d'Orléans et qui sont payables au fonds susdit, du 1er jour de janvier 1886 jusqu'au 31 décembre 1886, inclusivement, quatre vingt-quatorze mille cent cinquante-huit piastres, 89 cts.....94,158 89

Montant total des warrants émis par l'Auditeur des Comptes publics contre le Fonds des Dépenses Judiciaires du 1er jour de janvier 1886 au 31e jour de décembre 1886, inclusivement, quatre vingt-dix-sept mille quatre cent soixante-quatre piastres, 02 cts.....97,464 02

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures officielles, accompagnées du Sceau de l'Etat de la Louisiane, à la Nouvelle Orléans, le 31 décembre A. D. 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de la Louisiane.
OSCAR ARROYO,
Secrétaire.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et **ses Grands Tirages Semestriels** auront lieu tous les six mois (Juin et Décembre).

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. T. Early
COMMISSAIRES.

Grand Tirage à Numéro Simple,

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 9 AOUT 1887.

GROS LOT: $150,000

AVIS.—Billets $10 seulement,

DEMI-BILLET $5. CINQUIEME DE BILLET $2. DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000		$150,000
1	de 50,000		50,000
1 Lot de	20,000		20,000
2 Lots de	10,000		20,000
4 Lots de	5,000		20,000
20 Lots de	1,000		20,000
50 Lots de	500		25,000
100 Lots de	200		20,000
200 Lots de	100		20,000
500 Lots de	100		50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 " "	200	20,000
100 " "	100	10,000
1000 " "	50	50,000
2,179 Lots s'élevant à		$535,000

☞ Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la *Signature lisible*. On n'assurera que sur une plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank,
New Orleans, La

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui présidera à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Prenez vous donc des contrefaçons et des plans mensongers.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente à 12 mois de crédit.

H. C. Miller et H. H. Prior vs. Le Gulf Rice Milling Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 15,395.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Gravier, Carondelet, Baronne et Felicité, et mesurant environ soixante huit pieds deux pouces et sept lignes de façade rue Baronne sur une profondeur et façade rue St André d'environ quatre-vingt-dix pieds. Le dit terrain est composé de parties des terrains Nos 1 et 2 de la subdivision qui a été déposé en le bureau de G. E. Stringer, ancien notaire en cette ville, comme le plan No vingt-neuf, propriété acquise par Wm. H. Seymour, feu William Brown, défendeur ici, de la succession de James H. Leverich, par un acte passé pardevant G. E. Stringer, notaire, le vingt-huitième jour du mois d'avril 1846.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26 juillet—26—aout 2 9 16 23 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Mlle Léonie Lepretre.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la paroisse d'Orléans—No 20,681—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir :

Un certain terrain et toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, passages, privilèges y appartenant en quelque sorte, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues St-Louis, Bourbon, Royale et Toulouse, désigné par la lettre B sur un plan dressé par A. D. Hermécourt, depuis voyer, daté du 21 décembre 1858, et annexé à un acte passé pardevant A. Bendernagel, an dit notaire en cette ville, le vingt-deuxième jour de mai mil cent cinquante huit, d'après lequel plan dedit terrain mesure dix neuf pieds six pouces et deux lignes de façade rue St Louis, sur cent pieds de profondeur sur les figure de chaque côté et dix-neuf pouces de largeur dans le fond, bornée sur la rue Royale par neuf pieds et sur la rue Bourbon par le terrain A.

Ensemble avec quatre vingt dix actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et pesant sur la propriété. Saisie en cette affaire.

Conditions—Comptant pour payer la réclamation de la demanderesse, savoir : la somme de cent quarante dollars, montant du prêt avec dit pour cent d'intérêt par an à partir du 1er octobre 1881, de plus la somme de mille quatre vingts dollars, montant des contributions sur lesdites actions du capital avec huit pour cent par an d'intérêt sur quatre vingts dollars, à partir du 1er décembre 1881; et cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1882 et huit pour cent par an d'intérêt sur cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1883 et huit pour cent par an d'intérêt sur cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1884 et huit pour cent par an d'intérêt sur cent quatre vingts dollars, à partir du 1er décembre 1885, et huit pour cent par an d'intérêt sur cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1886 et tous les frais de procès et les taxes de ville et d'Etat dûes sur la dite propriété.

L'acquéreur en outre assumera le reste de la dette du capital, savoir : la somme de sept mille vingt dollars la propriété restant spécialement hypothéquée comme garantie de la dette. L'acquéreur en outre assumera toutes les obligations d'un actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane pour lesdites quatre vingt dix actions du capital; le reste sera payé en argent comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26juil—2 9 16 23 27.

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Paul Burgi, administrateur, et als.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 20,682—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un morceau de terre ou un terrain situé sur le Chemin du Bayou St-Jean, ayant (mesure française) cinquante pieds de façade sur le Chemin du Bayou St-Jean deux cent soixante-dix pieds de profondeur ou moins plus ou moins mesurés, et bornés par la propriété appartenant autrefois au défendeur en arrière, par la propriété appartenant autrefois à Hullin, et de l'autre côté par la propriété ci-devant appartenant à Lemonnier, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et toutes les choses qui en font partie ou en dépendent, circonstances et dépendances, droits, privilèges et avantages y appartenant ou quelque sorte.

Ensemble avec les quatre vingts actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et y appartenant.

Saisis dans la susdite affaire.

Conditions : Comptant pour payer la réclamation de la demanderesse, savoir : la somme de huit cent dollars portant 8 pour cent d'intérêt par an à partir du 1er avril 1877, et en outre la somme de mille trente cinq piastres avec huit pour cent d'intérêt par an sur mille trente cinq piastres à partir du 1er janvier 1878; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er janvier 1879; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1879; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1880; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1881; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1882; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1883; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1884; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1885; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1886, ensemble avec la somme de quinze piastres et soixante-quinze sous, frais encourus par ladite demanderesse ici, ainsi que les frais et dépens du procès de la vente, les taxes d'Etat et de ville dûes sur ladite propriété.

L'acquéreur en outre assumera la dette (stock debt) des dites quatre-vingts actions d'après dix sixièmes deux cent quarante piastres en à chaque action. Il assumera également toutes les obligations incombant à un actionnaire de la Banque des Citoyens pour les dites actions, ainsi que les détaillent la charte et les lois. La propriété sera spécialement hypothéquée pour garantir le paiement de la dette hypothécaire (stock mortgage debt) et le reliquat, s'il en reste, du prix de l'adjudication sera aussi comptant, savoir : comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
6 juil—6.13.20.27—août 3.6

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Alfred Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 21,654—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez, dans le Premier District de cette ville, le MARDI 16 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Deux lots de terre dans le faubourg Washington, dans le troisième district de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Ferdinand (maintenant Royale), Prusse et Moreau (maintenant Chartres) désignés par les numéros un et deux sur un plan particulier fait par E. Surgi, ancien ingénieur civil, le 18 juillet 1844, déposé en l'étude de Charles Boulonguet, an dit ancien notaire, lesdits deux lots mesurant chacun soixante pieds de façade sur la rue St-Ferdinand sur quatre vingt-quatre pieds de profondeur entre lignes parallèles, le premier lot étant situé à cent pieds de la rue Prusse et le deuxième lot à cent pieds de la rue Moreau.

Etant la même propriété que la défenderesse a acquise par achat de Rosalie Laperle Bienvenu et autres, par un acte pardevant Paul Emile Thézard, notaire, daté du 28 juillet 1860, et enregistré au Bureau des Annotations, dans le livre 112, page 638.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26 juillet—26 août 2 9 16 23 27

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—Albert Cammack vs ses créanciers.—No 21,497. Division C.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers dans cette affaire soit tenue le 22e jour de juillet 1887 au 22e août 1887, et que tous les créanciers ainsi que l'avocat des créanciers absents soient notifiés conformément à la loi de la date de la dite réunion.

Nouvelle Orléans, 16 juillet 1887.
Signé : F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
M. A. McDONNELL, Député-Greffier.
19 juil—3f au 22août.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVIL de la Cour pour la paroisse d'Orléans.—T. L. Airey & Co. vs. leurs créanciers.—No 21,734.—Ordre de Cour.—Que la pétition dans cette affaire de Thomas L. Airey et al. soumise soient enlisantée et que la demande des pétitionnaires aux fins susdites et, conformément, qu'une réunion des créanciers de T. L. Airey & Cie., Thomas L. Airey et Alexander T. Castle, pétitionnaires, soit convoquée pardevant John G. Knapp, notaire, en la ville de la Nouvelle-Orléans, le 22 août 1887, dans le but de délibérer sur la proposition des pétitionnaires pour un répit de un, deux et trois ans pour payer leurs dettes, sans intérêt; qu'avis légal soit, par le présent, donné aux créanciers de dits pétitionnaires ou représentants, qu'un avis légal et annonce soient faits par le présent; et qu'il soit ordonné toute procédures judiciaires contre les personnes et les propriétés des dits pétitionnaires soient suspendues, et que les pétitionnaires soient autorisés à s'adresser à cette cour pour informations et pour tous les ordres légaux nécessaires durant le cours des présentes procédures sur leur demande d'un répit.

Nouvelle-Orléans, 20 juillet 1887.
[Signé] F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.
M. A. McDONNELL, Député-Greffier.
22 juil—3f au 22 août

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Smith Bros. & Co. vs. Mme Anne Leonard.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,647.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natches, Alley, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain ou morceau de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues St-Ferdinand (maintenant Royale), Prusse et Moreau (maintenant Chartres) désignés par les numéros un et deux sur un plan particulier fait par E. Surgi, ancien ingénieur civil, le 18 juillet 1844, déposé en l'étude de Charles Boulonguié, an dit ancien notaire, lesdits deux lots mesurant chacun soixante pieds de façade sur la rue St-Ferdinand sur quatre vingt-quatre pieds de profondeur entre lignes parallèles, le premier lot étant situé à cent pieds de la rue Prusse et le deuxième lot à cent pieds de la rue Moreau.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse par achat de la succession de Allen Crossley, d'après un acte de vente pardevant Wm. H. Seymour, notaire, le 19 juin 1886.

Le dit lot est une portion du lot primitif numéro un du dit plan, acquis par feu Allen Crossley de la succession de Wm. E. Camp et sa femme, d'après un acte pardevant A. E. Blanchon, an notaire en cette ville, le 7 mai 1879.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—1° Comptant pour payer la réclamation des demandeurs dus, soit trois cent quarante un dollars et soixante sept cents, avec intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886, jusqu'à paiement, ensemble les frais de procès, et aussi la dite somme principal et intérêt, trois dollars pour copie de l'acte, les frais du procès et de la vente, les taxes que les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété.

2° L'acquéreur assumera jusqu'à concurrence de l'enchère le paiement d'un billet à ordre de trois cent quarante un dollars et soixante six et deux tiers de cents souscrit par la défenderesse à son propre ordre et endossé par elle, daté 5 juin 1886 et payable deux ans après en date à la Banque des Citoyens de la Louisiane et portant intérêt au taux de sept pour cent par an à partir du 5 juin 1886 jusqu'à parfait paiement, et garanti par hypothèque de vendeur sur la dite propriété conjointement avec les obligations des demandeurs. L'acquéreur assumera toutes les obligations de l'acte de vente permittif, concernant les honoraires d'avocat, assurance, etc.; et

3° Et la balance, s'il y en a, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
2août—2 9 16 23 30—sept 3

ANNONCE JUDICIAIRE.

Marchandises sèches, étoffes à robes, etc.

W. G. Vincent vs. Meyer Blumenthal.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21 713—En vertu d'un ordre de vente en date du 21 juillet 1887, émanant de l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le faubourg Marigny, Troisième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues de Flandres, Frenchmen, Roman et Dauphine, mesurant quatre vingts pieds sur cent pieds de profondeur entre lignes parallèles, et étant le coin de Flandres et Frenchmen.

Ensemble avec quatre vingt dix actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et y appartenant.

Saisis dans la susdite affaire.

Conditions—Comptant pour payer la réclamation de la demanderesse, savoir : la somme de huit cent dollars portant 8 pour cent d'intérêt par an à partir du 1er avril 1877, et en outre la somme de mille trente cinq piastres avec huit pour cent d'intérêt par an sur mille trente cinq piastres à partir du 1er janvier 1878; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er janvier 1879; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1879; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1880; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1881; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1882; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1883; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1884; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1885; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1886, ensemble avec la somme de quinze piastres et soixante-quinze sous, frais encourus par ladite demanderesse ici, ainsi que les frais et dépens du procès et de la vente, les taxes d'Etat et de ville dûes sur ladite propriété.

L'acquéreur en outre assumera la dette (stock debt) des dites quatre-vingts actions d'après dix sixièmes deux cent quarante piastres en à chaque action. Il assumera également toutes les obligations incombant à un actionnaire de la Banque des Citoyens pour les dites actions, ainsi que les détaillent la charte et les lois. La propriété sera spécialement hypothéquée pour garantir le paiement de la dette hypothécaire (stock mortgage debt) et le reliquat, s'il en reste, du prix de l'adjudication sera aussi comptant, savoir : comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
6 juil—6.13.20.27—août 3.6

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Paul Burgi, administrateur, et als.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 20,682—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un morceau de terre ou un terrain situé sur le Chemin du Bayou St-Jean, ayant (mesure française) cinquante pieds de façade sur le Chemin du Bayou St-Jean deux cent soixante-dix pieds de profondeur ou moins plus ou moins mesurés, et bornés par la propriété appartenant autrefois au défendeur en arrière, par la propriété appartenant autrefois à Hullin, et de l'autre côté par la propriété ci-devant appartenant à Lemonnier, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et toutes les choses qui en font partie ou en dépendent, circonstances et dépendances, droits, privilèges et avantages y appartenant ou quelque sorte.

Ensemble avec les quatre vingts actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et y appartenant.

Saisis dans la susdite affaire.

Conditions : Comptant pour payer la réclamation de la demanderesse, savoir : la somme de huit cent dollars portant 8 pour cent d'intérêt par an à partir du 1er avril 1877, et en outre la somme de mille trente cinq piastres avec huit pour cent d'intérêt par an sur mille trente cinq piastres à partir du 1er janvier 1878; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1879; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1880; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1881; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1882; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1883; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1884; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1885; et huit pour cent d'intérêt par an sur cent soixante dix piastres à partir du 1er décembre 1886, ensemble avec la somme de quinze piastres et soixante-quinze sous, frais encourus par ladite demanderesse ici, ainsi que les frais et dépens du procès et de la vente, les taxes d'Etat et de ville dûes sur ladite propriété.

L'acquéreur en outre assumera la dette (stock debt) des dites quatre-vingts actions d'après dix sixièmes deux cent quarante piastres en à chaque action. Il assumera également toutes les obligations incombant à un actionnaire de la Banque des Citoyens pour les dites actions, ainsi que les détaillent la charte et les lois. La propriété sera spécialement hypothéquée pour garantir le paiement de la dette hypothécaire (stock mortgage debt) et le reliquat, s'il en reste, du prix de l'adjudication sera aussi comptant, savoir : comptant sur les lieux.

TH